

Villoudry, le 24 mars 2024

à Mme la commissaire enquêtrice et  
son suppléant chargés de  
l'enquête publique sur le projet Ug'ring  
à La Léchère

Objet : Questions et avis sur le projet Ugi'ring

J'habite au dessus du site industriel sis à Château-Feuillet, je suis propriétaire d'une maison avec jardin sur la commune de Grand Aigueblanche à Villoudry.

Premièrement, je vous remercie d'avoir prolongé l'enquête publique car au départ la diffusion de l'information aux habitants n'avait été faite que partiellement, je n'avais pas remarqué le classement Seveso seuil haut du projet, en conséquence je n'ai pris connaissance réellement du projet que tardivement.

Deuxièmement, à mon avis ce projet comporte des éléments qui nécessitent des éclaircissements explicites, et plus accessibles pour un public non averti.

J'ai pour ma part de nombreuses interrogations à la lecture du dossier, que je vais vous soumettre ici et j'espère avoir droit à une réponse écrite à mes questions.

En ce qui concerne les « *matières premières à traiter* » :

Il est écrit en P1 « **autres produits et déchets contenant des métaux provenant principalement de France** » Que sont ces « autres » déchets ? Cette formulation est si large que cela peut-être n'importe quoi et venir de n'importe où. Ce point peut-il être précisé ? Car cette formulation permet à l'Usine de traiter à l'avenir ce qu'elle veut sans que les riverains ne soient consultés. Plus loin, le document explique le processus de contrôle à la réception des matières premières entrantes (Partie 4.3). Il y est cité « un portique de détection de radioactivité ». Pourquoi ? Y a-t-il un lien avec les « autres produits ». Y aura-t-il des déchets de l'industrie nucléaire traités un jour sur ce site ?

En ce qui concerne les dangers liés à la réglementation ICPE, l'entreprise Ugir'ing avertit qu'elle « sous traitera également en partie externe » (P1) la maintenance des équipements. Les équipements du site étant classés Seveso (en P7). De quels équipements est-il question ? Bien qu'elle annonce en endosser la responsabilité, qu'elle garantie propose-t-elle afin de s'assurer que les « sous-traitants » disposeront du personnel formé et qualifié pour prévenir les risques d'accident ?

En ce qui concerne le traitement des effluents gazeux, dans le projet, il est dit « les poussières diffuses issues des opérations de dépotage, stockage et transport des matières entrantes seront collectées. Les effluents seront ensuite rejetés à l'atmosphère, dans des conditions conformes à la réglementation (hauteur, vitesse d'éjection, ...) ». « Les fumées émises sont principalement composées d'oxydes (de Zinc, Fer, Chrome, Nickel, Manganèse, Calcium ...) et de gaz (dioxyde de carbone, eau, soufre). Les proportions de ces composés varient suivant le type de campagne (piles ou coproduits) et les matières premières utilisées. » (Pièce 4bis).

Lors de la réunion publique, à laquelle j'ai pu assister le 1<sup>er</sup> mars, le maire de la Léchère a assuré que les rejets des fumées de l'usine seraient conformes aux normes européennes ; mais il a été incapable de dire comment, à quelle fréquence, et par qui serait mesuré les rejets toxiques. Dans le dossier, l'entreprise fait état de tests notamment à propos du chrome « NB : Cette répartition sera vérifiée lors des analyses

périodiques des rejets du four (une spéciation sera demandée pour le chrome). L'évaluation des risques sanitaires sera mise à jour le cas échéant. » Dans un tract de l'usine, reçu dans ma boîte aux lettres, le week-end dernier, U'giring promet une surveillance de la qualité de l'air en partenariat avec ATMO . Il reste donc à savoir quelle sera la périodicité et la fréquence de ces tests, et surtout que se passera-t-il exactement s'ils dépassent les normes ? Dans quels délais et comment les habitants en seront informés ? Quelles mesures seront prises pour éviter des effets néfastes sur la santé des riverains et voisins ? L'usine s'engage-t-elle à stopper sa production si tel était le cas ?

Ce sont des points sur lesquels, je souhaite avoir des informations précises. En effet depuis plus de 13 ans que j'habite ici, j'ai observé le dépôt d'une poussière noire fine lorsque je fais mes vitres et sur la table de ma terrasse . Il provient des résidus infimes mais néanmoins visibles des usines en contrebas. Jusqu'à présent, bien que dérangée par leur présence, je ne m'en suis pas alarmée considérant qu'il s'agissait de résidus de charbon. Cependant aujourd'hui, l'annonce de la présence et du traitement de matériaux autrement dangereux pour la santé m'interroge. Car je suppose que les usines préexistantes à Château-Feuillet étaient déjà aux normes en vigueur ; or force est de constater que ces normes n'empêchent pas le dépôt de résidus de combustion sur les habitations, les jardins (et leurs potagers) des riverains et des voisins, comme chez moi. Est-ce sans risques pour la santé ? Va-t-on pouvoir continuer à consommer en confiance le produit des potagers ? Il est spécifié dans l'APR partie 9.2 de la DDAE que « les dopants et le tétraborate de disodium présentent un risque chronique sur l'homme (à long terme) ».

Dans l'étude d'impact, si les conclusions de l'E.R.S se veulent rassurantes, je remarque que les prélèvements effectués pour quantifier la compatibilité des sols ont été réalisés à proximité immédiate du site industriel . Le périmètre d'analyse des sols autour de l'usine est très court, or avec des cheminées de 33 m de haut, il est possible que les dispersions se dirigent au dessus et plus loin, sur les communes ou les hameaux environnants où la compatibilité des sols n'a pas été mesurée.

J'ai pu noter aussi : « L'ensemble des rejets est susceptible d'émettre des poussières à l'atmosphère. La part de PM<sub>10</sub> (particules de diamètre inférieur à 10 µm) et de PM<sub>2,5</sub> (particules de diamètre inférieur à 2,5 µm) dans les poussières totales n'est pas connue dans les rejets du projet UGI'RING. »

L'étude présentée dans la pièce N°4 bis, indique pour l'air des concentrations induisant des milieux vulnérables au Chrome et aux poussières et recommande : « Selon le guide de l'INERIS sur l'évaluation de l'état des milieux, cette zone d'incertitude nécessite une réflexion plus approfondie pour conclure si un risque est réellement présent, et si le milieu continue de se dégrader ».

Il y a donc un doute qui subsiste concernant la quantité et les retombées des poussières et du chrome rejetés et leurs conséquences.

De plus, il me reste également des interrogations concernant la prévention et le traitement des risques de catastrophe écologique ou industrielle.

En ce qui concerne la pollution des eaux, le rapport de la MRAE évoque le fait qu'en cas de pluies intenses les eaux de ruissellement seront déversées directement vers le milieu naturel . J'en déduis donc vers l'Isère . S'agit-il d'eaux potentiellement contaminées sur le site industriel par des métaux utilisés sur le site comme le nickel par exemple ou d'autres métaux lourds ?

La réponse, il me semble, est d'importance ; parce qu'il faut envisager l'augmentation des pluies intenses ainsi que leur fréquence à l'avenir, en conséquence du réchauffement climatique à l'oeuvre. Cet hiver, les habitants de La Léchère ont pu constater, que le Nant qui passe par le site de l'usine , s'est gonflé des eaux cumulées de la fonte des neiges en amont et de pluies abondantes simultanées, à cause de températures anormalement douces pour la saison hivernale, provoquant son débordement et des inondations en aval. Ce qui pourrait correspondre à la zone identifiée ainsi : « Une partie du site du projet est localisée en zones 1.03 (écoulements de surface : coulées boueuses et écoulements torrentiels) et 1.06 (écoulements de surface : inondations) – cf. Figure 32. »

Or, dans tous les cas les débordements d'eaux contaminées par des métaux lourds et ce qui contient du nickel, si elles sont rejetées dans le fleuve entraîneraient la modification du milieu ainsi que des dommages écologiques graves. Comment les risques de ces scénarii ont-ils été concrètement prévus autant pour les prévenir que pour en éliminer les conséquences ?

Dans la partie sur les dangers DDAE (P7), la possibilité de diriger les effluents des eaux contaminées utilisées lors d'un incendie vers des fosses n'est pas encore étudiées et ces fosses ne sont pas étanches.

De même, quel plan d'urgence la préfecture a-t-elle prévue en cas d'accident catastrophique (type explosion et incendie) ? Selon l'étude dans le projet, les courbes des effets thermiques et de surpression à conséquences irréversibles pour les humains s'étendent sur la N90 et sur la voie ferrée (Figure 10 et 12) notamment en cas d'accident avec un camion citerne (Figure 64). Ces dangers sont déjà élevés vu le nombre de personnes potentiellement impactées (54 à 92 selon la DDAE) qui fréquentent les abords du site. Elles pourraient être plus nombreuses, si un tel accident se produit au moment du passage d'un train (Ter ou TGV) et/ou un samedi où les touristes en chemin vers les stations de ski, sont bloqués dans leurs voitures, sur la nationale. Qu'est-il prévu alors pour permettre l'accès des pompiers et des secours quand ces jours-là les voitures de tourisme bloquent la circulation jusque sur les petites routes adjacentes à la nationale ?

Enfin en ce qui concerne les conséquences économiques à l'échelle locale, la présence d'une usine classée « Seveso seuil haut » dans la vallée peut s'avérer contre productive pour le développement touristique (tourisme vert, sportif, thermal...) en terme d'image, face aux efforts louables (voies cyclables, chemins sportifs et de randonnées, travaux des thermes de la Léchère et de la piscine du Morel, revitalisation du centre d'Aigueblanche...) réalisés par les communes, ces dernières années, pour améliorer le cadre de vie et donner une image attractive d'environnement consacré à « la nature en grand » (cf. le site de la ville d'Aigueblanche) . Cet impact négatif n'a pas été quantifié en termes de destruction d'emplois et de vitalité économique . Et sur ce point, pour imaginer l'impact sur le paysage , il manque dans le dossier une simulation ou une modélisation de ce que pourrait donner les nouvelles installations avec les hautes cheminées.

En outre, une usine classée « Seveso seuil haut » dans l'environnement proche de nos maisons va déprécier leur valeur immobilière. Est ce que l'État s'engage à compenser ce préjudice aux propriétaires ?

C'est pourquoi, en l'absence d'éléments suffisants pour répondre à mes interrogations, je ne suis pas favorable à l'implantation de cette usine . Et je demande à ce que le dossier soit instruit des éléments manquants pour lever les doutes qu'il suscite, en l'état, sur la protection de la santé, de l'environnement, des biens et des personnes.

Au final, qu'est ce que ce projet va apporter réellement comme bénéfices aux habitants des communes concernées ? En considérant un rapport bénéfices/ risques, celui ci m'apparaît déficitaire pour les riverains et voisins du projet.

Vous remerciant par avance de l'attention portée à mes demandes, et dans l'attente de vos réponses, veuillez agréer Madame et Monsieur les commissaires enquêteurs , l'expression de mes salutations distinguées.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]